



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Fourniture de dispositifs médicaux et solutés pour dialyse
à destination du service d'hémodialyse des Hôpitaux du
Léman**

**Centre Hospitalier Alpes Léman
Etablissement support du GHT Léman - Mont-Blanc
558 route de Findrol
BP 20500
74130 CONTAMINE SUR ARVE**

Pour le compte de l'établissement bénéficiaire :

**Hôpitaux du Léman
3 Avenue de la Dame
CS 20526
74200 Thonon les Bains**

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| 1 - Dispositions générales du contrat | 4 |
| 1.1 - Objet du contrat | 4 |
| 1.2 - Décomposition du contrat | 5 |
| 1.3 - Type d'accord-cadre | 5 |
| 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande | 5 |
| 2 - Pièces contractuelles | 6 |
| 3 - Intervenants | 7 |
| 3.1 - Titulaire | 7 |
| 3.2 - Cotraitance | 8 |
| 4 - Confidentialité et mesures de sécurité | 8 |
| 5 - Protection des données à caractère personnel | 10 |
| 5.1 – Engagement des parties, descriptions et finalités | 10 |
| 5.2 – Droit des personnes | 11 |
| 5.3 – Violation des données à caractères personnelles | 11 |
| 5.4 – Mesures de sécurité | 11 |
| 6 - Durée et délais d'exécution | 11 |
| 6.1 - Durée et reconduction du contrat | 11 |
| 6.2 - Délais d'exécution | 12 |
| 7 - Prix | 12 |
| 7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués | 12 |
| 7.2 - Modalités de variation des prix | 13 |
| 8 - Garanties Financières | 13 |
| 9 - Avance | 13 |
| 9.1 - Conditions de versement et de remboursement | 13 |
| 9.2 - Garanties financières de l'avance | 14 |
| 10 - Modalités de règlement des comptes | 14 |
| 10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs | 14 |
| 10.2 - Présentation des demandes de paiement | 14 |
| 10.3 - Délai global de paiement | 15 |
| 10.4 - Paiement des cotraitants | 15 |
| 11 - Conditions d'exécution des prestations | 15 |
| 11.1 - Adresse de livraison | 15 |
| 11.2 - Notification | 15 |
| 11.3 - Stockage, emballage et transport | 16 |
| 11.4 - Conditions de livraison | 16 |
| 11.5 - Formation du personnel | 17 |
| 11.6 - Prévoir des revues de contrat | 17 |
| 11.7 - Notification par le biais du profil acheteur | 18 |
| 12 - Développement durable | 18 |
| 13 - Constatation de l'exécution des prestations | 18 |
| 13.1 – Opérations de vérifications | 18 |
| 13.2 - Décision après vérification | 18 |
| 14 - Garantie des prestations | 18 |
| 15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle | 19 |
| 16 - Pénalités | 19 |

| | |
|---|----|
| 16.1 - Pénalités de retard | 19 |
| 16.2 - Pénalité pour travail dissimulé | 20 |
| 11.3 - Autres pénalités spécifiques | 20 |
| 17 - Assurances | 20 |
| 18 - Résiliation du contrat | 21 |
| 18.1 - Résiliation aux torts du titulaire | 21 |
| 18.2 - Résiliation pour motif d'intérêt général..... | 21 |
| 18.3 - Redressement ou liquidation judiciaire | 21 |
| 19 - Clauses de réexamens..... | 22 |
| 19.1 - Modifications d'ordre financier ou administratif | 22 |
| 19.2 - Modifications de circonstances d'exécution du contrat..... | 23 |
| 19.3 - Modification d'ordre technique | 24 |
| 20 - Règlement des litiges et langues | 26 |
| 21 - Dérogations | 26 |

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Fourniture de dispositifs médicaux et solutés pour dialyse à destination du service d'hémodialyse des Hôpitaux du Léman

Le titulaire de l'accord-cadre est informé que le Centre Hospitalier Alpes Léman, établissement support du GHT Léman Mont Blanc, passe l'accord-cadre dans le cadre de sa compétence légale (article L.6132-2-5°a) du code de la Santé Publique) au bénéfice des membres bénéficiaires du GHT. A ce titre, l'établissement support mène la procédure de passation et signe l'accord-cadre pour le compte des établissements bénéficiaires. Les établissements sont pour leur part, responsables de l'exécution de l'accord-cadre à l'exception de la passation d'éventuels avenants.

Lors du lancement de la présente consultation, les besoins des établissements mentionnés dans chaque lot sont identifiés. Cette liste n'est toutefois pas exhaustive et les besoins des autres établissements membres du GHT sont susceptibles d'être pris en compte en cours d'exécution du contrat dans le cadre des clauses dites de réexamen du contrat (article R. 2194-1 du Code de la Commande Publique), sans que le titulaire ne puisse émettre une quelconque réserve.

Il est précisé que la conclusion et l'acceptation du présent contrat ne sauraient en aucune manière constituer pour l'entreprise titulaire un monopole de fait ou lui conférer une exclusivité sur toutes les fournitures / prestations de service / travaux pouvant concerner les établissements bénéficiaires membres du GHT. En fonction de leurs caractéristiques, leur importance, de leur nature d'opération distincte, de l'urgence, de leur caractère particulier ou pour toute autre raison présentant un intérêt financier, technique ou administratif, dont les établissements bénéficiaires resteront seuls juges, certaines fournitures / prestations de service / travaux pourront être exclus du présent contrat, sans que le titulaire ne puisse émettre une quelconque observation, réserve ou demande indemnitaire. Dans ce cadre les établissements bénéficiaires pourront faire exécuter ces fournitures / prestations de service / travaux :

- Soit par leurs propres moyens,
- Soit par des opérateurs économiques sélectionnés à l'issue de consultations spécifiques dans le respect de la réglementation relative à la commande publique,
- Soit par le recours à des contrats dans le cadre d'adhésions en centrales d'achat ou groupement de commande.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Hôpitaux du Léman
Service Pharmacie
3 avenue de la Dame
CS20526
74203 Thonon Les Bains CEDEX

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 8 désignés ci-après.

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

L'allotissement et le descriptif sont détaillés dans l'annexe 1 « allotissement » du CCTP.

| Lots | Désignation | Maximum HT sur la durée globale |
|------|---|---------------------------------|
| 1 | Hémodialyseur membrane polyethersulfone pour HDF très grande surface | 54 000 € |
| 2 | Aiguille à fistule sécurisée | 13 000 € |
| 3 | Set de branchement – débranchement pour hémodialyse | 205 000 € |
| 3.1 | <i>Set à fistule (Emballage souple comprenant set de branchement et de débranchement)</i> | |
| 3.2 | <i>Set de branchement cathéter</i> | |
| 3.3 | <i>Set de débranchement cathéter</i> | |
| 4 | Pansement pochette stérile pour cathéter de dialyse, à usage unique | 65 000 € |
| 5 | Cartouches de bicarbonate de sodium en poudre pour hémodialyse | 42 000 € |
| 6 | Solution concentrée acide acétique en poche et solution concentrée acide citrique en poche pour hémodialyse et hémofiltration online - dilution 1/45ème (volume de poche >3,5 L pour HD et HDF) | 250 000 € |
| 6.1 | <i>Solution concentrée acide acétique en poche pour hémodialyse et hémofiltration online - dilution 1/45ème (volume de poche >3,5 L pour HD et HDF)</i> | |
| 6.2 | <i>Solution concentrée acide citrique en poche pour hémodialyse et hémofiltration online - dilution 1/45ème (volume de poche >3,5 L pour HD et HDF)</i> | |
| 7 | Solution stérile à base d'icodextrine pour dialyse péritonéale | 13 000 € |
| 8 | Seringue remplie NaCl 0,9 % stérile 20 ml pour rinçage cathéter | 37 000 € |

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par l'établissement demandeur et pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Minimum de commande : les établissements s'efforcent d'optimiser leurs commandes. Il est toutefois précisé qu'aucun minimum de commande ne peut être imposé aux établissements.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

Seuls les bons de commande validés et envoyés par le représentant du pouvoir adjudicateur (pharmacie) peuvent être honorés par le ou les titulaires.

Les bons de commande pourront être envoyés par le biais de l'outil informatique de dématérialisation des commandes de chaque établissement.

A l'échéance du marché ou en cas de non reconduction, le titulaire demeure engagé jusqu'à la fin de l'exécution d'un bon de commande en cours. Ainsi, en fonction des prestations en cours, la durée d'exécution d'un bon de commande pourra se poursuivre au-delà de la durée du marché.

Le titulaire a un devoir de vigilance sur le contenu des informations indiquées dans le bon de commande et veille donc à s'assurer de la présence de toutes les informations ci-dessus mentionnées ainsi que de disposer de toutes les informations utiles à la bonne exécution des prestations.

En cas de bon de commande incomplet ou d'informations manquantes il appartient au titulaire de demander à l'acheteur les informations indispensables dont il a besoin pour exécuter la prestation. Tout bon de commande incomplet pourra être accepté par le titulaire dès lors qu'il estime avoir toutes les connaissances nécessaires à sa disposition pour exécuter comme attendu la prestation.

Si le titulaire reconnaît une erreur dans les documents fournis par l'acheteur, il doit le signaler immédiatement par écrit.

En cas de défaut d'exécution, le titulaire ne pourra tenir responsable l'acheteur de ne pas avoir transmis les informations suffisantes.

La réception du bon de commande fait courir les délais d'exécution.

Modification d'un bon de commande : En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est envoyé au titulaire. Si en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande.

Annulation d'un bon de commande : Chacun des établissements bénéficiaires peut à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire, des prestations exécutées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

Cas d'urgence : Uniquement dans le cadre d'urgence, si le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure d'établir un bon de commande pour exécuter les prestations spécifiques, il communiquera au prestataire de service une demande d'intervention écrite, valant ordre d'intervention et d'exécution des prestations nécessaires. Le bon de commande sera ensuite établi par le Pouvoir adjudicateur pour régularisation.

Le titulaire du présent marché s'engage donc, uniquement dans les cas d'urgence, à intervenir sur toute demande écrite de l'établissement dans le cadre des délais fixés dans le présent document, même s'il n'a pas eu le bon de commande correspondant à l'exécution des prestations demandées, cela dans le but d'éviter tout risque d'indisponibilité et de sécurité sur les équipements dont il doit assurer la maintenance complète.

Aucune rémunération ne sera due si le titulaire anticipe l'émission d'un bon de commande du fait d'informations dont il aurait bénéficié de quelque manière que ce soit, ou s'il déborde du cadre de mission fixé par le bon de commande (sauf en cas d'urgence, et dans ce cas une demande sera faite par courriel/téléphone puis régularisée par un bon de commande).

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Les conditions générales d'intervention aux HDL, de manière générale tout règlement intérieur ou protocole de sécurité ou d'intervention
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fourniture courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)

- Le catalogue des prix du fournisseur
- Le mémoire justificatifs des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- L'offre technique et financière du titulaire

Règlementations en vigueur :

Les prestations du titulaire doivent être conformes aux clauses des lois, décrets, réglementations et normes en vigueur applicables aux prestations à réaliser dans le cadre du marché, et notamment : Le titulaire devra justifier qu'il est en possession de(s) certificats(s) de marquage CE (numéro et nom de l'organisme notifié ayant certifié) des équipements, fournitures et accessoire, ainsi que de(s) attestation(s) de conformité et annexe(s) se rapportant aux prestations proposées. Il précisera les textes de références.

Le fait de ne pas énumérer la totalité des normes et règlements ne peut être pris pour argument d'ignorance par le titulaire, celui-ci étant réputé les connaître, du seul fait de soumissionner. Le Titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité (notamment ceux relatifs au développement durable et à l'éco responsabilité) pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Dans la mesure où une nouvelle réglementation interviendrait en cours d'exécution du marché, celle-ci serait directement applicable dès sa promulgation. Le présent marché constitué des documents contractuels définis supra exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Conditions générales de vente :

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des contrats de maintenance, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Mise au point :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à une mise au point du marché avec le titulaire. Conformément à la réglementation en vigueur, cette mise au point ne pourra intervenir que si les modifications en découlant ne remettent nullement en cause les caractéristiques substantielles, notamment financières, du marché ainsi que les conditions initiales de la mise en concurrence. Cette mise au point donnera lieu à l'établissement d'un écrit qui sera annexé à l'offre, l'ensemble constituant l'acte d'engagement au sens de l'article R. 2152-13 du Code de la commande publique.

Clause de non exclusivité :

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure un contrat ou de procéder à un achat portant sur le même objet que le présent accord-cadre dans les cas suivants :

1. Ce nouveau contrat ou achat présente un intérêt technique et/ou économique pour l'établissement acheteur
2. Les tests ou essais menés sur un ou des produits proposés dans l'accord-cadre n'apportent pas satisfaction au service prescripteur
3. Les achats concernés portent sur des produits ou services dits « captifs » auprès d'un autre fournisseur ou prestataire.

Dans tous les cas, ce nouveau contrat ou achat sera conclu dans le respect de la réglementation afférente à la commande publique.

3 - Intervenants

3.1 - Titulaire

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du présent marché le concernant et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise,
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,

- A la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination,
- A son adresse ou à son siège social selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale,
- Aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent,
- Aux groupements auxquels il participe, lorsque ces groupements intéressent l'exécution du marché
- Et, de façon générale, toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise, notamment toute procédure collective prononcée à son encontre.

Afin de faciliter l'exécution des prestations et pour assurer un suivi de qualité du marché, le titulaire s'engage à fournir dans sa proposition, les coordonnées précises (nom, adresse, téléphone, adresse électronique, fonction) d'un représentant de l'entreprise chargé des relations avec l'établissement. Ce dernier devra connaître le marché et les installations de l'établissement. Il doit être apte à rendre toute décision au nom du titulaire. Sans précision expresse du titulaire, ce responsable est le responsable d'affaires. Les représentants de l'entreprise devront être joignables facilement par l'établissement bénéficiaire pendant les horaires du temps de travail.

L'établissement se réserve également le droit de demander un changement du responsable dans la mesure où celui-ci ne remplit pas correctement ses fonctions à son égard.
Tout changement d'interlocuteur durant l'exécution du marché devra obligatoirement être notifié au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Une liste nominative du personnel habilité à intervenir sera transmise au CH chaque début d'année pour agrément. Cette liste doit contenir au moins les renseignements individuels suivants :

Nom et prénom

Profil et fonction

Nom de la société dont dépend l'agent en cas de cotraitance ou de sous-traitance,

Nombre d'année d'expérience au niveau du profil occupé

Le(s) certificat(s) d'aptitude et qualification

Les prestations réelles ou assimilées effectuées dans le cadre du marché

Diverses observations (agent de renfort ponctuel, etc.)

Le titulaire s'engage à fournir la liste systématiquement mise à jour lors de tout changement dans la composition du personnel et dans l'attribution des tâches, susceptible d'intervenir sur les sites concernés avec les renseignements indiqués ci-dessus. Tout changement de personnel devra être notifié 8 jours minimum avant le jour du changement.

Le titulaire devra se conformer, tout au long de l'exécution du marché, aux dispositions du code du travail.

Le titulaire est réputé avoir vérifié l'exactitude des références professionnelles et du domicile des agents qui seraient recrutés pour les prestations.

Le pouvoir adjudicateur peut exiger le remplacement de l'(des) agent(s) et du responsable technique en motivant sa décision et lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie, en particulier en l'absence d'agrément préalable du pouvoir adjudicateur. Le remplacement devra se faire dans les trois jours ouvrables qui suivent la demande écrite. Ce délai peut être réduit à 24 heures si le motif provient du non-respect caractérisé des clauses du présent marché ou en cas de faute grave caractérisée.

Le personnel du titulaire est remplacé, pendant ses congés, par un personnel de qualification équivalente, préalablement agréé comme il est dit ci-dessus.

3.2 - Cotraitance

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire des autres membres du groupement.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel et à l'obligation de discrétion. Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts des établissements, s'engage à ce que

les informations (techniques, financières ou organisationnelles), objets quelconques, documents et savoir-faire relatifs à l'activité des établissements, auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution des accords-cadres ou qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte, ne puissent être utilisés, ni remis à des tiers, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du groupement ou son représentant.

La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences. Les préposés et le personnel du titulaire chargés par ce dernier d'exécuter le présent accord-cadre sont tenus d'observer les mêmes dispositions. Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions. Le titulaire assurera donc la protection de toute information, objet et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de deux ans à compter du terme du présent accord-cadre, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait des établissements ou d'un tiers. En cas de violation du secret professionnel ou de manquement du titulaire à ces obligations, le pouvoir adjudicateur pourra résilier sans préjudice de poursuites éventuelles de la part du titulaire.

A contrario, le titulaire s'expose en plus des sanctions pénales éventuellement encourues, à la résiliation du contrat à ses torts exclusifs sans indemnité. Les méthodes et le savoir-faire du titulaire étant compris dans l'objet de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de les garder confidentiels. Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue de la prestation objet de cet accord-cadre, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié les établissements.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire s'engage dans le cadre du présent contrat à respecter toutes dispositions en vigueur au sein de l'établissement concerné relatives aux conditions d'intervention et protocoles de sécurité. Dans ce cadre il s'engage à prendre l'attache du service compétent (par exemple service sécurité) afin de signer tout document utile tel que notamment conditions générales d'intervention, protocole de sécurité, plan de prévention.

Obligation d'information préalable à l'inspection des sites :

Le titulaire doit transmettre par écrit au pouvoir adjudicateur dans les délais prescrits dans le CCTP avant toute intervention sur les sites de ce dernier :

- La date d'intervention sur le site ;
- La durée prévisible de la ou des interventions ;
- Le nombre prévisible de salariés devant intervenir ;
- Les noms et qualifications de la personne chargée de diriger l'intervention ;
- Les noms et références des sous-traitants et d'identification des prestations sous- traités.

Il informera par ailleurs le pouvoir adjudicateur de l'intervention de tout nouveau salarié en cours d'exécution des prestations.

Le titulaire et son personnel devront respecter les règles et procédures de sécurité et d'hygiène, code du travail, règlement intérieur des établissements et éventuels plans de prévention du fait de ses interventions au sein d'établissements de santé.

Dans ce cadre il s'engage à prendre l'attache du service compétent (service sécurité) afin de signer tout document utile tel que notamment conditions générales d'intervention, protocole de sécurité, plan de prévention.

L'établissement pourra s'assurer auprès des salariés du titulaire et de ses cotraitants, de leur connaissance des règles de sécurités et d'hygiène.

Les agents du titulaire amenés à travailler dans les locaux des établissements et sites annexes doivent porter en permanence et de façon visible un insigne distinctif de leur entreprise (raison sociale de la société et nom de la personne) ou être en mesure de justifier à tout moment, par un document officiel son appartenance à la société titulaire du contrat. Toute personne en infraction avec cette règle pourra être reconduite hors des sites. Le titulaire devra doter le personnel d'exécution de vêtements de travail adaptés et éventuellement de protection, entretenus régulièrement.

L'administration indiquera à ce personnel des accès clairement définis. Le personnel du titulaire peut intervenir et accéder que sur les chemins, voies d'accès ainsi que dans les zones où il est autorisé à circuler et déposer les produits.

Il devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et devra être correct envers le personnel, les visiteurs et les patients des établissements. Il leur est formellement interdit de solliciter ou de recevoir une gratification quelconque.

Les établissements se réservent le droit d'exiger le remplacement de tout agent intervenant du prestataire, dont le comportement provoquerait des réclamations justifiées, pour des motifs professionnels ou autres dans un délai de 15 jours, ce délai peut être réduit à 24H si le motif provient d'un non-respect caractérisé des clauses du présent accord-cadre, ou en cas de faute grave caractérisée.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

5.1 – Engagement des parties, descriptions et finalités

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Le titulaire s'engage à faire respecter auprès de ses employés, partenaires, cotraitants et sous-traitants toutes les mesures assurant le respect de l'obligation de protection des données à caractère personnel.

Les données personnelles doivent être obtenues de façon licite et les données collectées doivent être limitées à celles qui sont nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées. Leur conservation sera limitée dans le temps et sécurisée.

En cas de traitement de données personnelles occasionné lors de l'exécution du présent contrat, ce dernier devra être conforme aux principes du Règlement Général sur la Protection des Données, c'est-à-dire que le traitement devra être effectué selon les conditions suivantes :

- Le titulaire ne traite les données à caractère personnel que sur instruction documentée du pouvoir adjudicateur.
- Le personnel du titulaire autorisé à traiter les données à caractère personnel s'engage à respecter la confidentialité des données traitées.
- Le titulaire s'engage à prendre les mesures prévues à l'article 32 du Règlement Général sur la Protection des Données et notamment de mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque.
- En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à demander l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale du pouvoir adjudicateur et, le cas échéant, à faire respecter les mêmes obligations en matière de protection des données que celles fixées dans le présent contrat, en particulier pour ce qui est de présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du présent règlement. Lorsque le sous-traitant ne respecte pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur de l'exécution de ses obligations.
- Le titulaire doit tenir compte de la nature du traitement envisagé, aider le pouvoir adjudicateur, dans la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes des personnes concernées par le traitement envisagé.
- Le titulaire doit aider le pouvoir adjudicateur à respecter les obligations prévues aux articles 32 à 36 du Règlement Général sur la Protection des Données, notamment à garantir la sécurité du traitement, à notifier à l'autorité de contrôle toute violation de données à caractère personnel, à communiquer à la personne concernée toute violation de ses données à caractère personnel, à réaliser préalablement au traitement une analyse d'impact en cas de risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques, et, le cas échéant, à consulter préalablement l'autorité de contrôle concernant la réalisation de l'analyse d'impact.
- Le titulaire doit, selon le choix du pouvoir adjudicateur, supprimer les données à caractère personnel ou les renvoyer au pouvoir adjudicateur au terme du contrat et détruire les copies existantes sauf législation contraire.
- Le titulaire doit mettre à disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations en matière de Protection des Données, et pour permettre la réalisation d'audits et contribuer à ces audits.

Enfin, le titulaire met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

La durée du traitement des données personnelles recueillies auprès des établissements bénéficiaires est celle du marché et de la fin d'exécution des prestations qui en découlent.

Au terme du présent contrat, le sous-traitant s'engage, sous réserve des obligations de conservation de certains documents résultant de réglementations distinctes, à détruire toutes les données à caractère personnel conservés au titre de l'exécution du présent contrat.

5.2 – Droit des personnes

Lorsqu'une personne souhaite exercer un des droits dont elle dispose en vertu du RGPD, le titulaire répond au nom et pour le compte du responsable de traitement pour les données faisant l'objet des prestations prévues par le présent contrat et en avertit le responsable des données du responsable du traitement à l'adresse suivante :

dpo@ch-alpes-leman.fr

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

5.3 – Violation des données à caractères personnelles

Le titulaire notifie sous 48 heures calendaires maximum et par message électronique ou courrier (en l'absence d'adresse de messagerie) toute violation des données à caractère personnel dont il a eu connaissance.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

5.4 – Mesures de sécurité

Le titulaire s'engage à prendre toutes les précautions utiles afin de préserver la sécurité des données et notamment de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte accidentelle ou illicite, altération, diffusion ou accès non autorisés, ainsi que contre toute autre forme de traitement illicite ou communication à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage notamment à mettre en œuvre :

- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;
- Les mesures de sécurité prévues par la politique de protection des données du GHT Léman-Mont-Blanc.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée et reconduction du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

La date de démarrage de l'exécution des prestations est fixée, pour l'ensemble des lots sauf le lot n°6, au **1er mars 2026**, ou, à défaut, à la date de notification du marché si celle-ci est ultérieure.

Par dérogation, la date de démarrage applicable au lot n°6 est fixée au **1er novembre 2026**.

Dans le cas où le présent CCAP prévoit des débuts d'exécution différés pour certaines prestations, l'échéance de la période initiale demeure la même pour tous les lots, soit le 28 février 2027.

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de période de reconduction est fixée à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans. L'échéance ultime de l'accord-cadre, reconductions comprises, est donc fixée au 28 février 2030.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

6.2 - Délais d'exécution

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une fois l'accord-cadre notifié, ces délais deviendront contractuels, ils ne pourront en aucun cas être modifiés. Ces délais serviront de base pour le calcul des pénalités le cas échéants.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires déterminés par application aux quantités livrées dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires, selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, y compris la formation à l'utilisation des matériels proposés, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que l'établissement au titre de la présente opération.

Frais de port : Il est précisé que les prix comprennent toutes sujétions nécessaires à l'exécution des prestations ou livraisons des fournitures. En conséquence aucun frais de port ou frais complémentaire de quelque nature que ce soit ne sera appliqué en plus du prix indiqué dans l'offre financière.

Aucun montant minimum de commande ne sera requis.

Promotion, commandes en grandes quantités : Pendant la durée totale de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à faire bénéficier immédiatement et systématiquement au pouvoir adjudicateur des prix promotionnels, ses nouvelles structures de tarifs, ses évolutions tarifaires et remises exceptionnelles qu'il pourrait pratiquer dès lors que ceux-ci auraient pour conséquence une diminution des prix de l'accord-cadre (même qualité, même conditionnement, même référence...), afin que l'établissement puisse en bénéficier ipso facto. Il donne toutes les précisions utiles et notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des articles concernés. Ces prix s'appliqueront aux commandes notifiées pendant la période promotionnelle.

Au cas où ces tarifs promotionnels et remises ne seraient pas communiqués au pouvoir adjudicateur en temps voulu, et que ce dernier soit amené à en prendre connaissance, le titulaire est redevable du montant intégral des surcoûts imputables à la non application de ces tarifs promotionnels.

En outre, si le titulaire du présent accord-cadre ne répercute pas la baisse des produits proposés ou s'il applique une hausse de ses tarifs supérieure à celle opérée à l'ensemble de sa clientèle, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnités. Les dispositions précédentes s'entendent également en cas de commande dite en grande quantité permettant d'optimiser les prix.

Sous réserves des dispositions précédentes liées à l'urgence, les commandes seront adressées sous forme de bons de commandes sur la base de devis établis préalablement par le prestataire et devant être accepté par l'établissement bénéficiaire avant exécution, à partir du bordereau de prix unitaires et de la justification du prix d'achat des prestations / fournitures nécessaires.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont ajustables annuellement, par référence au barème des prix unitaires du titulaire applicable à l'ensemble de sa clientèle du secteur public hospitalier (ce barème constituant le prix de référence de BPU).

Les prix peuvent également faire l'objet d'une évolution à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnels proposées à l'initiative du titulaire.

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier ses nouveaux tarifs (ou son nouveau barème) au pouvoir adjudicateur par mail (achats_publics_ght@ch-alpes-leman.fr) avec un préavis de 3 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

Sauf à ce que le titulaire démontre subir des circonstances économiques exceptionnelles, impactant fortement ses coûts, quels qu'ils soient, tant qu'ils sont nécessaires à la bonne exécution du présent marché/accord-cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer les clauses suivantes : Clause limitative dite « de butoir » Clause limitative dite « de sauvegarde ».

Clause limitative dite « de butoir » : l'évolution du prix de règlement résultant de l'appréciation de la référence d'ajustement (rabais déduit) sera limitée à une augmentation de 2,00 % maximum par période d'ajustement.

Clause limitative dite « de sauvegarde » : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 2,0% par an.

Lorsqu'un ajustement a été effectué provisoirement en utilisant une référence antérieure à celle qui doit être appliquée, il n'est procédé à aucune variation avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de la référence correspondante.

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Il est précisé que le titulaire devra informer en amont l'établissement bénéficiaire et le pouvoir adjudicateur de tout changement de RIB de règlement des prestations. Dès lors, a minima un mois avant le changement prévu, le titulaire fournit :

- un courrier explicatif précisant la date d'application,

- le nouveau RIB.

Le titulaire fait parvenir ces informations à l'établissement bénéficiaire en mettant en copie par mail le pouvoir adjudicateur (achats Publics GHT@ch-alpes-leman.fr), ainsi que le cas échéant le maître d'œuvre ou conducteur d'opération.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
4. En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
5. La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
6. La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
9. Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10. L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
11. Le cas échéant, les modalités de règlement ;
12. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

| Etablissement | Identifiant de la structure publique (SIRET) |
|-------------------|--|
| Hôpitaux du Léman | 267 411 031 00011 |

Le titulaire se rapprochera de chaque établissement afin de prendre connaissance des données nécessaires à la facturation qui ne seraient pas précisées dans le présent accord-cadre.

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

11.1 - Adresse de livraison

Hôpitaux du Léman
Service pharmacie
3 avenue de la Dame
CS20526
74203 THONON LES BAINS CEDEX

| |
|--|
| Le fournisseur devra obtenir confirmation du lieu de livraison au démarrage de l'accord-cadre auprès du pharmacien référent |
|--|

11.2 - Notification

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai sera effectuée conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Lorsque la notification d'une décision ou information doit faire courir un délai, ce document est notifié soit :

- Par écrit avec établissement d'un constat de bonne réception avec accusé de réception ;
- Sous forme de courrier électronique (e-mail) avec accusé de réception ;
- Par échanges dématérialisés (à déterminer lors de la mise au point du marché

L'avis de réception ou le reçu donné par le destinataire font foi de la notification. La date de l'accusé d'envoi du courrier électronique est retenue comme date de remise de la décision ou de l'information.

11.3 - Stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

11.4 - Conditions de livraison

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS complétées par les dispositions suivantes.

Toute livraison se fera dans le respect des conditions applicables le cas échéant dans chaque établissement et matérialisée dans les documents de type conditions d'interventions, plans de prévention, protocole de sécurité et autres qui sont pleinement applicables au présent accord-cadre. Le titulaire ne pourra émettre aucune réserve à cet égard.

Le fournisseur est tenu d'effectuer ses livraisons avec des véhicules pouvant accéder jusqu'au lieu effectif de stockage des établissements. Le transporteur assurera le déchargement de la marchandise avec ses propres moyens (transpalette, etc.).

Les articles de gros volume sont livrés obligatoirement sur palette filmée et par catégorie. La livraison sera assurée par un véhicule équipé d'un hayon élévateur.

Il est précisé que le fournisseur doit répondre de la qualité des produits livrés jusqu'à entière utilisation. Il demeure responsable des avaries qui pourraient être commises par son personnel ou son transporteur.

Les conditionnements doivent être parfaitement adaptés pour éviter toute détérioration.

Le réceptionnaire se réserve le droit de bloquer tout ou partie d'une livraison dans le cas où il serait amené à douter de la qualité d'une fourniture, et de faire appel à un expert de son choix. En cas de sinistre, lors du transport des produits et à leur manutention, entraînant la destruction partielle ou totale des produits non imputable à la faute des établissements, le titulaire devra supporter la charge du remplacement des produits.

Les fournitures livrées par le titulaire doivent, ainsi, être accompagnées d'un bulletin de livraison. Ce bulletin est à dresser pour chaque commande, lot, et doit comporter notamment :

- La date d'expédition ;
- L'identification et l'adresse de l'établissement ;
- La référence du bon de commande et de l'accord-cadre, lot ;
- L'identification du titulaire ;
- La désignation précise et la référence des fournitures livrées : qualité exacte et conditionnement et, quand il y a lieu, leur répartition par colis et le nombre de colis ;
- Les quantités commandées et les quantités livrées ;
- Les prix unitaires de chaque fourniture.

Il est précisé que toute marchandise non accompagnée d'un bulletin de livraison sera refusée.

La fourniture demandée doit être livrée dans sa totalité. Les produits d'une commande ne peuvent pas être mis à disposition en plusieurs fois. Néanmoins, en cas d'oubli ou d'erreur de livraison, une livraison complémentaire devra être effectuée rapidement.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires à la livraison des produits/l'exécution des prestations dans un délai de 24 heures ouvrables maximum.

Chaque livraison doit parvenir à destination du lundi au vendredi (sauf jours fériés), au service pharmacie, selon la plage horaire suivante :

| |
|---------------------------------|
| 8h30-12h30 / 13h30-16h30 |
|---------------------------------|

Les livraisons sur des jours et plages horaires autres que ceux convenues ne seront possibles qu'en réponse à une demande expresse de la pharmacie.

Les jours et horaires à respecter pourront être modifiés en cours d'accord-cadre. Le titulaire en sera informé.

En cas de non-respect des délais de livraison, l'établissement se réserve le droit d'appliquer les pénalités de retard conformément au présent CCAP.

Les prestations devront être achevées, y compris après la date limite de validité de l'accord-cadre, dès lors que le bon de commande aura été émis pendant la période de validité de l'accord-cadre.

Il sera accordé une importance particulière aux conditions de livraison :

En cas de difficultés d'approvisionnement liées à des problèmes industriels sur le site de production (national ou international), le laboratoire s'engage à informer régulièrement les pharmaciens avec transparence et précision, par écrit sur :

- La nature des aléas,
- Le calendrier de déblocage des lots.

De façons à assurer à tout moment la sécurité thérapeutique des patients, il devra mettre tout en œuvre pour une étroite et fructueuse concertation avec le pharmacien, les praticiens, les cliniciens concernés.

Le titulaire s'engage à avertir le pharmacien avant une livraison, de toute modification technique d'un article ou de sa présentation. Au cas où celle-ci n'apporte pas satisfaction, l'établissement acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnisation du titulaire.

En cas de problème dans les circuits de distribution normaux (grèves des transporteurs, ...), le titulaire doit assurer tous les frais afférents à la bonne conservation et au bon acheminement des produits dans les meilleurs délais.

En cas de rupture de stock, le fournisseur s'engage à informer par écrit le pharmacien de la durée de cette rupture et de ses causes.

En cas d'impossibilité de livrer, de manière temporaire ou définitive, le fournisseur informe par courrier recommandé avec accusé de réception le motif de l'arrêt de livraison et sa proposition de remplacement à l'établissement.

Dans ces cas, au regard des circonstances et des garanties de continuité de soins, le pharmacien pourra accepter temporairement ces adaptations de livraison. Il pourra tout autant les refuser.

Ainsi, tout cas constaté par le représentant de l'établissement d'une non livraison ou d'une livraison incomplète, d'un retard de livraison susceptible de remettre en cause la continuité des soins, ouvrira la possibilité pour l'établissement de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire auprès d'un autre fournisseur, et/ou de demander au pouvoir adjudicateur de résilier l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire sans indemnisation du titulaire, l'exécution aux frais et risques étant dans ce cas également applicable.

En cas de non-conformité des produits reçus avec les caractéristiques fournies à l'appel d'offres, le pharmacien se réserve le droit de retourner la marchandise aux frais du fournisseur. Ce dernier devra en faire l'échange dans les 24 h ouvrables qui suivent le retour. En cas d'impossibilité pour ce dernier de respecter cette demande ou suite à 3 constats de non réalisation conforme la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire pourra être décidée sans mise en demeure ni indemnisation.

11.5 - Formation du personnel

Le titulaire assurera la formation initiale et continue du personnel à la bonne utilisation des produits.

Tout au long de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à répondre à toute demande des utilisateurs en cas de difficulté technique.

Les précisions sont apportées au CCTP, complété par l'offre technique du titulaire.

11.6 - Prévoir des revues de contrat

Le titulaire devra être disponible sur sollicitation en ce sens de l'établissement pour toute revue de contrat. Aucune rémunération supplémentaire ne sera due.

11.7 - Notification par le biais du profil acheteur

La notification par le biais du profil d'acheteur d'une décision, observation ou information faisant courir un délai n'est pas prévue.

12 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du contrat.

13 - Constatation de l'exécution des prestations

13.1 – Opérations de vérifications

Les opérations de réception ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du contrat.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées par le représentant de l'établissement bénéficiaire (pharmacien).

A la réception, une vérification immédiate de la livraison des fournitures est effectuée. Elle est constatée par la signature d'un récépissé-transport ou d'un bordereau de livraison.

Les contrôles et vérifications sont effectués conformément aux articles du CCA-FCS par le pharmacien responsable ou son représentant : contrôles quantitatifs et qualitatifs.

Le destinataire apposera des réserves précises si nécessaire, sur le document de livraison. Les réserves porteront sur la nature des colis, les colis manquants, ou les colis endommagés ou supplémentaires. Le récépissé-transport devra comporter la date, l'identification de l'établissement et du signataire.

13.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

En cas de non-conformité avec les produits proposés à l'accord-cadre, ou de non-respect de la durée de validité, la livraison sera automatiquement retournée aux frais du fournisseur. Ce dernier devra en faire l'échange dans les 24 heures ouvrables sans frais à compter de l'information par tout moyen par le pharmacien de la mise en œuvre d'un retour des fournitures.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, le pouvoir adjudicateur peut mettre en demeure le titulaire :

- Soit de reprendre immédiatement et sans frais l'excédent, si la livraison dépasse la commande,
- Soit de compléter la livraison dans le cas contraire, dans les délais qui lui seront prescrits, sans frais, à concurrence de la quantité prévue par le bon de commande.

Il pourra en outre être fait application des mêmes mesures d'exécution aux frais et risques ou de résiliation que celles indiquées à l'article 11.

14 - Garantie des prestations

Les prestations font l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

En complément du CCAG-FCS, et conformément au CCTP, la fourniture est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut de matière caché, c'est-à-dire inapparente à première vue lors de la livraison et pendant le délai d'utilisation indiqué dans les emballages d'origine.

En cas de vice caché la marchandise sera automatiquement retournée aux frais du fournisseur. Ce dernier devra en faire l'échange dans la semaine, sans frais. La fourniture de remplacement devra être identique à la fourniture initiale en ce qui concerne le type de produit la quantité.

Tout vice ou défaut constaté sur un numéro de lot doit être immédiatement signalé au pharmacien qui peut, selon la gravité du défaut, retourner l'article au titulaire ou demander l'application des dispositions suivantes.

Tout cas constaté par le représentant de l'établissement d'un vice ou défaut susceptible de remettre en cause la qualité ou la continuité des soins, ouvrira la possibilité pour l'établissement de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire auprès d'un autre fournisseur, et/ou de demander au pouvoir adjudicateur de résilier l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire sans indemnisation, l'exécution aux frais et risques étant dans ce cas également mobilisable.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

16 - Pénalités

Tout manquement aux obligations contractuelles (interruption de service ou dérogation des engagements de qualité de service, mauvaise exécution/livraison, l'exécution partielle ou le retard dans l'exécution/livraison des prestations) de la part du titulaire pourra faire l'objet de pénalités décrites ci-dessous cumulables entre elles, sans mise en demeure préalable.

Toutes les pénalités, réfections ainsi que le montant des dommages, débours ou dépenses résultant ou à résulter de l'application des mesures d'office, seront imputés en premier lieu sur les sommes qui sont dues au titulaire par réfaction sur les factures émises ou à défaut à titre de recette.

En cas de non prise en compte par le titulaire lors de la facturation, l'établissement effectuera lui-même la réduction de prix correspondante lors de la réception de la facture.

Le paiement des pénalités par le titulaire ne dispense pas celui-ci d'exécuter la prestation définie au présent marché.

L'application des pénalités ci-dessous n'exonère pas le titulaire de la réparation du préjudice subi pour son montant effectif au cas où sa responsabilité serait engagée.

Le marché pourra être résilié de plein droit aux torts exclusifs du titulaire et à la mise en exécution de l'accord-cadre par un nouveau prestataire aux frais et risques du titulaire, sans que celui-ci ne puisse prétendre à une indemnité dans le cas où le cumul des pénalités appliquées aurait atteint 20 % du montant engagé soit sur un des sites d'exécution, soit pour l'ensemble des prestations comprise dans le marché du lot considéré.

L'acheteur se réserve le droit de ne pas appliquer les pénalités dès lors qu'il estime que le préjudice est tel qu'il est de son droit de demander des dommages-intérêts devant les juridictions compétentes.

Il sera fait application des dispositions de l'article 14 du CCAG FCS dans les conditions suivantes :

- Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalités ne sera appliquée.
- Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités seront appliquées de plein droit après constatation du retard sans mise en œuvre du principe du contradictoire prévu.
- Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

Les montants des pénalités sont en euros Hors Taxes.

16.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 10% de la valeur HT des fournitures commandées.

Le nombre de jours de retard sont calculés par confrontation entre la date de livraison prévue et la date de livraison réelle.

Dans le cas où le retard est supérieur à 3 jours, l'établissement pourra demander l'annulation de la totalité de la commande et appliquer les dispositions suivantes :

En cas de refus de livraison, retard, non remplacement d'une fourniture ayant fait l'objet d'un rejet, le pouvoir adjudicateur se fournira au mieux de ses intérêts chez le fournisseur de son choix, aux frais et risques du titulaire. En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché.

16.2 - Pénalité pour travail dissimulé

A compter de la notification de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur tous les six mois et pendant toute la durée de validité du contrat, les pièces listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du Code du travail, permettant d'établir que le titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, et établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

En cas de non accomplissement de ces formalités et après mise en demeure de régulariser sa situation qui sera restée infructueuse, le pouvoir adjudicateur appliquera une pénalité correspondant à 10% du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

11.3 - Autres pénalités spécifiques

| Pénalités | Occurrence | Valeurs | Précisions |
|------------------------------------|-------------|----------|---|
| Livraison partielle | Forfaitaire | 50,00 € | Par livraison non honorée, sans en avoir prévenu au préalable les établissements. |
| Non-conformité | Forfaitaire | 100,00 € | Référence, poids, conditionnement, qualité de la livraison/du lot non conforme à la commande |
| Absence à un rendez-vous programmé | Forfaitaire | 300,00 € | Par rendez-vous programmé, non déprogrammé au moins 48 heures à l'avance, de type démonstration, formation, revue de contrat, revue de difficultés, ... |

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie en rapport avec l'importance de la prestation.

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est le seul responsable des dommages causés, directement ou indirectement notamment par ses éventuels sous-traitant pendant ses interventions :

- A son personnel, au personnel de l'acheteur ou des tiers ;
- A ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire sera toujours directement responsable, tant envers l'établissement, qu'envers les tiers, des dommages de toute nature (accidents corporels, détériorations, vols, etc.) qui pourraient survenir du fait de son personnel ou de son matériel à l'occasion de l'exécution du présent contrat. Ainsi, les dégâts seront réparés aux frais du titulaire. Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder l'avancement des tâches prévues, quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances, entreprises etc. Le titulaire est seul responsable du fait de ses agissements, des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre l'Etablissement en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou son personnel.

De plus à tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

18 - Résiliation du contrat

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

18.1 - Résiliation aux torts du titulaire

Le marché pourra être résilié dans tous les cas mentionnés à l'article 41.1 du CCAG-FCS et dans les cas ci-après :

- Résiliation pour indisponibilité :

Si des indisponibilités répétitives ont donné lieu à deux mises en demeure restées sans effet, le pouvoir adjudicateur peut résilier le contrat aux torts du titulaire, conformément aux dispositions des articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Le titulaire ne percevra aucune rémunération.

La résiliation sera signifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

18.2 - Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

Il est précisé notamment que des motifs tirés de la convergence des marchés au sein du GHT Léman mont-Blanc, consécutive d'une démarche d'internalisation des prestations ou de la recherche de performance technique ou financière constituent dans le cadre du présent contrat des motifs d'intérêt général, y compris en cas de bascule de l'achat concerné vers une centrale d'achat ou un groupement de commande.

La résiliation pour motif d'intérêt général pourra être prononcée notamment :

- Lorsqu'un dispositif médical perd son brevet et qu'un (des) dispositif(s) générique(s) est (sont) commercialisé,
- Lorsqu'un nouvel entrant (équivalent thérapeutique avec changement de recommandations des pratiques médicales) est commercialisé,
- En cas de forte fluctuation à la hausse du prix du dispositif médical.

La résiliation de l'accord-cadre pour quelque raison que ce soit n'entraîne pas la résiliation automatique des bons de commande antérieurs émis et en cours d'exécution. Un bon de commande pourra être résilié pour non-conformité au besoin ou faute grave du titulaire.

18.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Clauses de réexamens

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent contrat.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer dans la limite d'une augmentation du montant maximum de l'accord-cadre de 50% par modification.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

19.1 - Modifications d'ordre financier ou administratif

Modifications des conditions administratives d'exécution :

- Les établissements hospitaliers se réservent un droit de revue annuelle des pénalités applicables. Ces modifications seront actées par avenant.

- Les modifications fiscales (modification de taxes existantes ou création, modification de taux, ...) seront automatiquement intégrées au contrat. Ces modifications seront actées par avenant.

- Règlementation applicable à la protection des données à caractère personnel : Il est expressément prévu que toute modification sur ce point entre dans le cadre de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique. Ces modifications seront actées par avenant.

- Changement de comptable assignataire des paiements : en cas de changement du comptable assignataire des paiements, l'établissement partie bénéficiaire en informera le titulaire. Ces modifications seront actées par ordre de service.

- Il est prévu expressément qu'en cas d'arrêt de la série ou de l'indice ou base de tarif concerné ou de changement de base de calcul, les parties utiliseront l'indice de remplacement proposé par l'INSEE ou l'organisme de publication en appliquant le coefficient de raccordement éventuellement proposé.

Dans le cas où l'organisme de publication ne proposerait pas d'indice de remplacement, les parties s'accorderont sur un tel indice et ses modalités d'application au marché, sur demande de la partie la plus diligente.

- Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques et pour s'assurer que la formule de variation demeure bien représentative des coûts réels, le niveau de la rémunération, d'une part et la structure de la formule de révision d'autre part pourront être soumises à réexamen à l'initiative de l'une ou l'autre partie, dans les cas suivants :

1. En cas de modification importante de la consistance et des conditions d'exécution du service (modification des horaires ; l'emploi nécessaire de matériels nouveaux pour réaliser la prestation...)
2. En cas de modification du périmètre
3. Si l'application des formules de révision prévues au C.C.A.P. fait apparaître une variation de plus de 2 % par rapport au prix initial.
4. Dans le cas où la variation réelle des indices de la formule de révision ne refléterait plus le coût réel des prestations ou si la définition de l'un des indices de la formule de révision venait à être modifiée ou si l'un des indices cessait d'être publié ;
5. En cas d'évolution importante de la législation ou de la réglementation, notamment de la législation fiscale, de la législation du travail, des règles de sécurité ou de la législation relative à la protection de l'Environnement.

La procédure de révision n'entraînera pas l'interruption du jeu normal des formules de révision qui continueront à être appliquées jusqu'à la validation de la modification.

Modifications touchant le titulaire du contrat :

-Remplacement du titulaire initial :

Le titulaire pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution par avenant d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes : cessation d'activité, cession de contrat, décès, difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles, défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles. Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire. A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications au contrat. Le titulaire du contrat ne pourra s'opposer à la cession entre pouvoirs adjudicateurs et ne pourra faire valoir aucune demande d'indemnisation.

-Modification de la composition du groupement :

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte par avenant à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.

Dans le cadre d'un désaccord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution, la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire dans les conditions suivantes :

- Le pouvoir adjudicateur invite les membres du groupement à désigner, dans un délai de trente jours, un autre mandataire parmi eux. A défaut, et à l'issue du délai de trente jours courant à compter de la notification de l'invitation du pouvoir adjudicateur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du marché à la date de cette modification devient le nouveau mandataire.
- Cette substitution fait l'objet d'un avenant précisant notamment la nouvelle organisation du groupement ainsi que la nouvelle répartition des prestations et la rémunération afférente.
- Dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, si le nouveau mandataire désigné en vertu de l'alinéa précédent refuse d'assumer la solidarité, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité soit d'accepter que le mandataire ne soit pas solidaire ; soit de prononcer la résiliation sans faute de la totalité du contrat, mais sans indemnité.

19.2 - Modifications de circonstances d'exécution du contrat

- Imprévisions et circonstances imprévues :

Lorsqu'un changement de circonstances, imprévisible lors de la conclusion du contrat rend l'exécution excessivement onéreuse pour le titulaire du contrat au-delà de la simple perte de marge, dans tous les cas dans des conditions rendant impossible la poursuite du contrat, celui-ci peut en demander l'ajustement à son cocontractant. Il devra s'agir d'un événement postérieur à la conclusion du contrat et impossible à anticiper. Cette clause qui cessera de s'appliquer dès le retour à la normale, sans que la période de modification ne puisse excéder 6 mois, sera soumise à deux conditions cumulatives : le titulaire devra continuer à assurer ses obligations contractuelles et devra remettre tous éléments démontrant que le recours à la clause est justifié.

A réception de la demande du titulaire et des justificatifs démontrant les difficultés qu'il rencontre, le pouvoir adjudicateur disposera d'un délai de 1 mois pour accepter ou refuser la proposition. A défaut de réponse dans ce délai il s'agit d'un refus tacite permettant au pouvoir adjudicateur de résilier le contrat. Ces modifications seront actées par avenant.

- Circonstances imprévisibles – continuité de service :

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le contrat du fait de la survenance d'événements imprévisibles ou d'une circonstance imprévue, le GHT Léman Mont-Blanc peut suspendre l'exécution du contrat sur décision notifiée au titulaire. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise.

Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par avenant à la fin de la période de crise.

En cas de difficulté, blocage informatique, cyberattaque, les modalités d'exécution du contrat seront modifiées afin de prendre en compte les dommages et de pouvoir assurer la continuité de service en mode dégradé (exemple : modalités de commande, ...). Ces modifications seront actées par avenant.

- Modifications dans le cas de circonstances ou sujétions techniques que le pouvoir adjudicateur ne pouvait pas prévoir, lorsque des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires à l'achèvement de l'ouvrage ou des prestations, ou que les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues faisant peser un risque sur la continuité ou l'organisation du service public hospitalier ou la qualité des soins. Ces modifications seront actées par avenant, sans que soit opposable le caractère de modification substantielle.

- D'éventuels ajustements techniques, administratifs ou financiers, suite à une réunion de cadrage ou revue de contrat, sauf à être substantiels, seront pris en compte par voie d'avenant.

- Décision de poursuivre : la poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un acte écrit ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

- Durée de l'accord-cadre : Conformément à l'article L. 2125-1 du Code de la commande publique, la durée initiale de l'accord-cadre est fixée au maximum à quatre (4) ans. Toutefois, en raison des caractéristiques particulières des prestations et de motifs techniques ou économiques qui seront dûment justifiés, l'acheteur se réserve la possibilité de prolonger l'accord-cadre pour une durée supplémentaire permettant l'attribution de l'accord-cadre suivant.

Cette prolongation ne pourra être mise en œuvre que si l'un des motifs suivants est établi :

1. Contraintes techniques spécifiques rendant impossible ou inopportune une remise en concurrence à l'échéance initiale ;
2. Nécessité de continuité de service, lorsque la procédure de renouvellement ne peut être réalisée sans risque d'interruption ;
3. Investissements initiaux significatifs réalisés par le titulaire, nécessitant une période d'amortissement complémentaire objectivement démontrable.

La prolongation fera l'objet d'un avenant dûment motivé, établi avant l'expiration de la durée initiale et limité au strict nécessaire, sans modification de l'objet, de la nature ou de l'économie générale de l'accord-cadre.

19.3 - Modification d'ordre technique

- En cas d'évolution de la législation sur la protection des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux nouvelles règles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

- En cas d'évolution technologique, de changement de technique, ou de modification de la réglementation d'arrêt de fabrication, de rupture de stock ou de retrait des produits ou de services en cours d'exécution de du contrat, s'imposant au titulaire, le titulaire a l'obligation, avec un préavis de 3 mois avant la date prévue du changement d'en informer le pouvoir adjudicateur.

Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de technique, d'arrêt de fabrication, de rupture de stock ou de modification de la réglementation (liste non exhaustive).

Celui-ci communique également les fiches techniques et commerciales décrivant les prestations / matériels / accessoires, ainsi que l'annexe financière qui serait modifiée et il produit le cas échéant les documents certifiant du respect des performances et des fonctionnalités demandées a minima au CCTP.

Si un prix équivalent ou similaire ne peut être maintenu, le Titulaire communique au pouvoir adjudicateur tous les motifs lui permettant d'apprécier l'augmentation de prix. Le pouvoir adjudicateur disposera alors d'un délai de 2 mois pour accepter ou refuser la proposition. A défaut de réponse dans ce délai il s'agit d'un refus tacite permettant au pouvoir adjudicateur de résilier le contrat. Ces modifications seront actées par voie d'avenant.

- Pendant l'exécution du contrat, en cas de nouveaux produits ou de services susceptibles d'intéresser le pouvoir adjudicateur, de même nature et de même fonction que ceux objet du contrat, le pouvoir adjudicateur peut demander ou prescrire au titulaire des modifications techniques relatives aux prestations. La modification ne pourra constituer une modification dite substantielle. Si un prix équivalent ou similaire ne peut être maintenu, le Titulaire communique au pouvoir adjudicateur tous les motifs lui permettant d'apprécier l'augmentation de prix. Le pouvoir adjudicateur disposera alors d'un délai de 2 mois pour accepter ou refuser la proposition. A défaut de réponse dans ce délai il s'agit d'un refus tacite permettant au pouvoir adjudicateur la poursuite du contrat dans ses conditions initiales ou de le résilier. Ces modifications seront actées par avenant.

- Pendant l'exécution du contrat, dans le cas où il serait avéré que des fournitures ou prestations ne correspondent finalement pas au besoin ou ne donne pas satisfaction car inadaptées, inutilisables, défaillance qualitative, mauvais fonctionnement répété, usure inhabituelle, inconfort manifeste à l'usage, ..., le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander leur remplacement par des fournitures ou prestations de même nature et de même fonction que ceux objet du contrat. La modification ne pourra constituer une modification dite substantielle. Si un prix équivalent ou similaire ne peut être maintenu, le Titulaire communique au pouvoir adjudicateur tous les motifs lui permettant d'apprécier l'augmentation de prix. Le pouvoir adjudicateur disposera alors d'un délai de 2 mois pour accepter ou refuser la proposition. A défaut de réponse dans ce délai il s'agit d'un refus tacite permettant au pouvoir adjudicateur la poursuite du contrat dans ses conditions initiales ou de le résilier. Ces modifications seront actées par avenant.

- Pendant l'exécution du contrat, le titulaire peut proposer au pouvoir adjudicateur des modifications techniques relatives aux prestations. La modification ne pourra constituer une modification dite substantielle. Dans ce cadre le titulaire formulera une proposition d'évolution des prix. Le pouvoir adjudicateur disposera alors d'un délai de 2 mois pour accepter ou refuser la proposition A défaut de réponse dans ce délai il s'agit d'un refus tacite permettant au pouvoir adjudicateur la poursuite du contrat dans ses conditions initiales ou de le résilier. Ces modifications seront actées par avenant.

- Décision de poursuivre : La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur pour les prestations strictement nécessaires à la satisfaction du besoin exprimé dans le contrat et en cas d'incompatibilité avec le temps nécessaire à la rédaction d'un avenant. Un avenant devra toutefois être rédigé au plus tôt suite à son émission.

- Modifications dans le cas de circonstances ou sujétions techniques que le pouvoir adjudicateur ne pouvait pas prévoir, lorsque des fournitures supplémentaires sont devenus nécessaires à l'achèvement de l'ouvrage ou des prestations, ou que les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues faisant peser un risque sur la continuité ou l'organisation du service public hospitalier ou la qualité des soins. Ces modifications seront actées par avenant.

- Il est expressément prévu que le montant maximum pourra être revu à la hausse dans les cas où les tarifs LPPR venaient à être modifiés dans des proportions rendant caduque le montant maximum initial, mais également dans les cas où l'activité médicale concernée subirait une variation à la hausse nécessitant de modifier le montant maximum initial.

- Tout recours à des produits figurant sur le catalogue du titulaire, dans la même gamme homogène que celle du contrat, les prix des fournitures sont calculés sur la base des prix unitaires qui figurent au catalogue, obligatoirement produit pendant l'exécution, diminués du rabais ou de la remise accordée dans les pièces du contrat. Il est précisé qu'il pourra être décidé d'intégrer par avenant au contrat les fournitures du catalogue commandées de manière récurrente.

20 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

21 - Dérogations

- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services